



## Parler du capitalisme avec une jeune

Xavier Dupret  
Décembre 2018  
87.298 signes

C'était par un triste et morne après-midi pluvieux d'octobre que je me suis rendu à une étrange rencontre. Il faisait déjà sombre. Trois jours auparavant, un mail m'était parvenu. Une jeune rhétoricienne âgée de 18 ans, Clémence, désirait aborder avec moi un bien vaste sujet de discussion. En l'occurrence, le capitalisme (excusez du peu !).

« A la conférence que vous avez donnée, il y a trois semaines, à l'Université populaire, je n'ai pas tout compris. Les gens qui vous posaient des questions étaient des adultes, des syndicalistes. Leurs questions ne m'aidaient pas à y voir plus clair. Au contraire, ces gens semblaient être à fond dans l'économie. Alors, je vous propose de nous rencontrer dans un café pour discuter du capitalisme »

J'ai répondu, certes un peu surpris, à cette jeune fille que le premier signe de l'ignorance consistait, selon un vieil aphorisme, à présumer que l'on sait. A ce titre, elle était, malgré son jeune âge, peut-être plus sur la voie de la connaissance que moi.

J'arrivais au café. J'étais un peu en avance. Je m'étais muni de quelques graphiques et de quelques livres qui me semblaient utiles pour le bon déroulement de cet entretien. Clémence est arrivée. Elle m'a reconnu. Je ne l'avais pas remarquée dans la salle de l'Université populaire. Par la suite, elle m'a avoué qu'elle s'était mise dans le fond. Elle était la seule jeune de son âge dans la salle. Pourtant, m'a-t-elle assuré, « depuis des années, on nous parle de la crise. J'ai même le père d'une copine qui a perdu son job dans une banque. Il n'arrête pas de dire que l'Etat les a sauvés grâce à l'argent du contribuable, dont lui, mais que protéger l'emploi n'a pas, par la suite, été le souci de son patron ».

Le capitalisme pose à nouveau question à une génération de jeunes occidentaux. C'est une donnée qu'il conviendra d'intégrer dans tous les milieux qui touchent de près ou de loin à la jeunesse

(éducation permanente, écoles, universités). Le capitalisme ne va plus de soi pour une partie de cette génération qui a aujourd'hui entre 15 e 25 ans. Dans un sondage publié par la prestigieuse université d'Harvard, il apparaît que 51% des jeunes américains de 18 à 29 ans visés par cette enquête rejettent le capitalisme comme mode d'organisation de la société alors que 42% y sont, au contraire, favorables. 33% de ces jeunes déclarent, par ailleurs, être favorable au socialisme<sup>1</sup>.

Aux Etats-Unis, pays emblématique depuis longtemps de la libre entreprise, une bonne partie de la jeunesse semble questionner la légitimité du capitalisme. Ce n'est pas rien. La Belgique ne devrait sans doute pas faire exception à cette vague qui préfigure peut-être une modification profonde de nos imaginaires collectifs.

« Pour ceux qui ont grandi durant la Guerre froide, le capitalisme signifiait la liberté contre l'Union soviétique et les autres régimes totalitaires. Pour les générations plus récentes, cela renvoie à une crise financière que l'économie globale ne parvient toujours pas à digérer<sup>2</sup>. A ce sujet, on n'oubliera pas de mentionner que Bernie Sanders, candidat socialiste à l'investiture du Parti Démocrate lors des élections présidentielles de 2016, a reçu plus de votes auprès des jeunes, durant les primaires, que Donald Trump et Hillary Clinton<sup>3</sup>.

Le capitalisme ne ferait finalement plus recette auprès des jeunes générations. Et Clémence de confirmer cette hypothèse. « Le chômage et la précarité ne sont peut-être pas des fatalités. On ne peut pas vivre dans la résignation. Survivre, oui, peut-être. Mais vivre, non. Jamais. Il faut en parler sérieusement »

En parler sérieusement, c'est que ce texte, à mi-chemin entre le témoignage et l'analyse économique, entend faire. Les questions que se pose Clémence en constituent le fil d'Ariane.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, ces quelques chiffres (une obsession chère aux économistes), et ce ne seront d'ailleurs pas les derniers, ne manqueront pas d'interpeller le lecteur. « En France, entre 1978 et 2010, les revenus des pensionnés ont augmenté, par rapport à la moyenne française, de 49 % pour les plus de 65 ans (et de 31 % pour les 70-74 ans), alors que ceux des jeunes ont connu une évolution négative (- 8%) »<sup>4</sup>.

La chose est, chiffres à l'appui, entendue. La génération de Clémence vivra moins bien que celle de ses parents nés dans les années 1960. Ces tendances observées pour la France sont constatables partout ailleurs en Europe occidentale et en Amérique du nord. C'est tout simplement la première fois dans l'histoire des pays industrialisés, à l'exception des périodes de guerre, que les revenus des jeunes adultes ont baissé à ce point par comparaison avec ceux des autres groupes d'âge dans nos pays.

---

<sup>1</sup> Harvard Kennedy School, Institute of Politics, Harvard IOP Spring 2016 Poll

<sup>2</sup> Washington Post, 26 avril 2016.

<sup>3</sup> The Guardian, 4 février 2017.

<sup>4</sup> The Guardian, 7 mars 2016.

Aux Etats-Unis, des économistes de l'université américaine de Stanford<sup>5</sup> ont passé au peigne fin les revenus des générations nées entre les années 1940 et 1984. Leur constat est implacable. La proportion des personnes gagnant plus que la génération de leurs parents a dramatiquement diminué. 90% des individus nés entre 1940 et 1945 disposaient d'un revenu plus important que la génération qui les avait précédés. Pour les jeunes gens nés en 1984 et qui sont aujourd'hui au milieu de la trentaine, cette proportion n'est plus que de ... 50%. La bouteille est, de ce point de vue, indéniablement à moitié vide.

Il faut décidément en parler sérieusement. De cela et du capitalisme. Mais comme chacun l'aura compris, ces deux questions sont intimement liées. Passons, dès lors, la parole à Clémence.

---

<sup>5</sup> Raj Chetty, David Grusky, Maximilian Hell, Nathaniel Hendren, Robert Manduca, Jimmy Narang, *The Fading American Dream: Trends in Absolute Income Mobility Since 1940*, National Bureau of economic Research (NBER), NBER Working Paper No. 22910.

*Mais au fait, tout le monde parle du capitalisme. Qu'est-ce que c'est ? C'est le fait que des gens sont riches et d'autres pauvres, c'est ça ?*

En fait, non. Pas au sens des définitions que donnent les historiens de l'économie au concept de capitalisme. Avant l'apparition de ce dernier, il existait déjà des riches et des pauvres. Par exemple, dans l'Antiquité, les sociétés de l'époque (par exemple, Rome) ne pouvaient être qualifiées de capitalistes. Je vais t'expliquer pourquoi dans deux secondes. Pourtant, il y avait des riches et des pauvres. Deux différences majeures opposent le capitalisme au mode de production en vigueur sous l'Antiquité. A Rome, la production était assurée par des esclaves alors que dans les sociétés capitalistes, ce sont des salariés qui assument cette fonction sociale. Par ailleurs, la nature des productions à Rome était très différente de ce que nous connaissons aujourd'hui. L'agriculture et l'artisanat constituaient les deux piliers de la vie matérielle de la Rome antique. En revanche, depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle, c'est la production industrielle de masse qui domine dans les sociétés modernes. Le capitalisme désigne un mode de production, pas un système de répartition des richesses. La Rome de l'empereur Hadrien n'était pas capitaliste et était pourtant bien plus inégalitaire que la Belgique capitaliste contemporaine.

*Cette réponse invite à penser. Cela signifierait-il que le capitalisme est récent puisqu'il remonte au XIX<sup>ème</sup> siècle ?*

Le capitalisme est, en effet, un mode d'organisation de la production récent. Par contre, son apparition est antérieure au XIX<sup>ème</sup> siècle. En fait, l'apparition du capitalisme industriel au XIX<sup>ème</sup> siècle a nécessité une sorte de longue préparation historique qui remonte au XVI<sup>ème</sup> siècle. A cette époque, l'Europe ne compte, certes, pas encore de grands ensembles industriels tels que ceux qui vont caractériser la sphère de la production matérielle dès le XIX<sup>ème</sup> siècle. En revanche, dès cette époque, les grandes découvertes maritimes et les expéditions maritimes des marins portugais vont développer les échanges commerciaux d'or et de produits tropicaux et vont permettre une accumulation initiale de capitaux. Le capitalisme s'est donc pleinement affirmé comme mode de production au cours du XIX<sup>ème</sup> siècle alors qu'il a posé les bases de ce déploiement au cours du XVI<sup>ème</sup> siècle<sup>6</sup>. On peut vraiment considérer le XVI<sup>ème</sup> siècle comme une étape préparatoire au boom capitaliste du XIX<sup>ème</sup> siècle. En effet, le rapport social qui a permis l'accumulation de capital à cette époque n'est pas le salariat mais l'esclavage dans les colonies. Un ouvrage déjà ancien d'Henri Sée (1864-1936), un auteur, par ailleurs non marxiste, se montre des plus explicites à ce sujet. Cette citation s'avèrera particulièrement utile à tous les auteurs contemporains cherchant à réhabiliter la colonisation ou à tout le moins, ses aspects prétendument « positifs ». « Une autre pratique, non moins lucrative, ce fut le travail forcé que dans leurs colonies, les peuples européens exigèrent des indigènes : Espagnols, Portugais, Hollandais se montrèrent aussi impitoyables les uns que les autres envers leurs sujets de race jaune ou de race rouge. En Amérique, dans les Antilles surtout, il y eut une véritable dépopulation des Indiens si bien qu'il fallut les remplacer par des Noirs que la traite négrière chercha en Afrique<sup>7</sup> ».

*Qu'est-ce qui explique cette disparition de l'esclavage à l'intérieur du capitalisme ?*

Vaste question. Ma réponse sera malheureusement un peu longue. Mais en tout cas, merci de me donner l'occasion de me référer à Adam Smith. Ce dernier était à la fois un chaud partisan, comme tu ne l'ignores sans doute pas, du capitalisme et un adversaire résolu de l'esclavage. Voici l'argument qu'Adam Smith propose pour rejeter l'esclavage. « L'expérience de tous les temps et de toutes les nations s'accorde pour démontrer que l'ouvrage, fait par des esclaves, quoiqu'il paraisse ne

---

<sup>6</sup> Pour une mise en perspective davantage fouillée de cette transition vers le capitalisme industriel, on ne peut que recommander la lecture de Michel Beaud, *Histoire du capitalisme. 1500-2010*, coll. Points, éd. du Seuil, Paris, 2010.

<sup>7</sup> Henri Sée, *Les origines du capitalisme moderne. Esquisse historique*, Armand Colin, Paris, 1926, p.47.

coûter que les frais de leur subsistance, est, au bout du compte, le plus cher de tous. Celui qui ne peut rien acquérir en propre ne peut avoir d'autre intérêt que de manger le plus possible et de travailler le moins possible »<sup>8</sup>. On ne rappellera jamais à quel point l'économie politique du capitalisme abhorre l'esclavage. Cette ode à la liberté individuelle, présentée comme supérieure en tant que mode d'organisation du travail à l'esclavage est très intéressante d'un point de vue idéologique. Il n'en reste pas moins qu'elle manque un peu de sens des réalités matérielles. Le regard de l'historien s'avère, à cet égard, des plus précieux. Sans l'esclavage, aucune accumulation de capital n'aurait permis le développement ultérieur du capitalisme industriel. Or, ce dernier suppose que le travail lui-même devienne une marchandise dont le prix peut être renégocié à tout moment. Voilà pourquoi l'esclavage et la grande industrie sont antinomiques. En effet, l'industrialisation se caractérise par d'incessantes innovations qui conduisent à remplacer des travailleurs par des machines. C'est là l'exact opposé de l'esclavagisme comme institution de mobilisation du travail. L'esclavagisme est, en effet, très conservateur d'un point de vue technique. Dans le Sud des Etats-Unis, on récoltait le coton ou le tabac de la même façon en 1850 à la veille de l'abolition de l'esclavage qu'un siècle auparavant. Le passage à l'industrialisation a complètement bouleversé cette donnée. Des machines de plus en plus perfectionnées ont permis de remplacer le travail autrefois accompli par des esclaves. C'est donc un fait de nécessité (en l'occurrence, la nécessité de s'ajuster aux contraintes de l'industrie) qui a conduit à un progrès des libertés individuelles. Et pas l'inverse. Il ne faut, d'ailleurs, pas résumer ce que je viens d'expliquer à une position ultradéterministe d'un vieux marxiste. En effet, Marx comme Weber (qui se situe idéologiquement à rebours de Marx) estimaient pareillement que l'esclavagisme était incompatible avec le développement de l'industrie.

*Ce regard historique est intéressant. Il me conduit à une autre question. Si le mode de production des Romains était plus inégalitaire que celui de la Belgique d'aujourd'hui, se pourrait-il que l'on puisse subdiviser les capitalismes entre eux ? Y a-t-il non pas un mais plusieurs types de capitalismes, certains étant plus inégalitaires que d'autres ?*

Là encore, cette question est complexe et m'amènera à un développement un peu long. Effectivement, on observe une variété de types de capitalisme. Il existe un modèle néolibéral qui est typique des pays anglo-saxons, conjuguant une grande flexibilité de l'emploi et des rémunérations avec un développement important des marchés financiers. Ces derniers doivent leur importance au fait que les fonctions de prévoyance sociale sont exercées par des organismes assurantiels privés qui réinvestissent les cotisations de leurs affiliés à la Bourse. Ce modèle s'avère différent de celui qui existe en Belgique ou en France. Le modèle de capitalisme de ces deux pays appartient à un modèle qualifié par les spécialistes d'« européen continental » car on le retrouve aussi dans tous les pays d'Europe occidentale. Ce dernier se caractérise par une protection sociale d'un bon niveau et une forte protection de l'emploi. Un autre type de capitalisme est très proche du modèle européen continental. Il s'agit du modèle social-démocrate (ou scandinave) qui met en œuvre un niveau de protection sociale plus élevé encore que le modèle européen continental. Le quatrième type de capitalisme concerne essentiellement les pays du sud de l'Europe. Voilà pourquoi la littérature parle de modèle méditerranéen. Ce dernier met en œuvre une forte protection de l'emploi tout en ne se distinguant pas par de forts niveaux de protection sociale. Enfin, le dernier type de capitalisme concerne les pays asiatiques. Cette variante du capitalisme associe un faible niveau de protection sociale, une forte imbrication de l'Etat et des entreprises privées ainsi qu'une forte orientation du

---

<sup>8</sup> Adam Smith, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776). Livre III, page 16. [en ligne], Url : [http://classiques.uqac.ca/classiques/Smith\\_adam/richeesse\\_des\\_nations/livre\\_3/richeesse\\_des\\_nations\\_3.pdf](http://classiques.uqac.ca/classiques/Smith_adam/richeesse_des_nations/livre_3/richeesse_des_nations_3.pdf). Date de consultation : 3 octobre 2018.

capital financier à destination de l'industrie<sup>9</sup>.

*Cela fait beaucoup de capitalismes dans le fond. Mais quand on parle de montée néolibérale, qu'est-ce que cela veut dire puisque le capitalisme néolibéral ne se retrouve apparemment que dans les pays anglo-saxons ?*

Deux remarques s'imposent concernant la classification proposée auparavant. Tout d'abord, il s'agit d'une typologie. Cette méthode d'appréhension des phénomènes socioéconomique qui vise à mettre au point des types à des fins de classification et de systématisation des données observées. L'avantage de ce type de méthodes consiste en son pouvoir de synthèse. Grosso modo, on observe qu'effectivement il y a 5 types de fonctionnement du capitalisme. Par contre, cette façon de faire pêche par sa tendance à figer les choses. En des termes un peu savants, on parle de son caractère anhistorique. Il va de soi que ces 5 types de capitalisme entretiennent, entre eux, des rapports de forces. Ce bras de fer permanent amène certains types de capitalisme à intégrer des caractéristiques d'autres modèles. La typologie que j'ai citée au point précédent est le fruit des réflexions d'un économiste français, Bruno Amable. Mais ces dernières remontent à 2004 (année de la parution de la première version – en anglais- de son ouvrage). Les données à partir desquelles il développe son raisonnement sont donc antérieures à cette date sinon Amable aurait rédigé un ouvrage de science-fiction. Depuis, de l'eau a coulé sous les ponts. Par exemple, les réformes Hartz en Allemagne, du nom du ministre du travail du gouvernement allemand sous le mandat du chancelier Gerhard Schröder, ont commencé en 2003 et se sont terminées en 2005. Ces réformes se sont caractérisées par une flexibilisation du marché du travail comparable à ce qui existe depuis longtemps dans la logique du capitalisme néolibéral anglo-saxon. Peter Hartz a, en effet, facilité la possibilité pour les entreprises allemandes de licencier tout en diminuant l'indemnisation du chômage. Ces réformes ont été à ce point fondamentales qu'elles ont été qualifiées par d'éminents spécialistes du droit social allemand d'avènement d'une autre République<sup>10</sup>. Il faut savoir que c'est en Allemagne, sous le chancelier Bismarck au XIXème siècle, que les premières assurances sociales ont été développées. A l'époque, Bismarck (1815-1898) cherchait à limiter l'influence du socialisme et des idées révolutionnaires sur la classe ouvrière allemande. Avec les réformes Hartz, l'existence d'un modèle social assez généreux, afin de diminuer les tensions entre travailleurs et employeurs, a sérieusement pris du plomb dans l'aile. En Suède, le modèle social-démocrate a été progressivement remis en question au fil du temps. Bien sûr, la Suède n'est pas les Etats-Unis. Mais force est de constater que depuis une vingtaine d'années, c'est la Suède qui se met à ressembler chaque année un peu plus aux Etats-Unis. Et pas l'inverse. Si l'on regarde du côté des capitalismes méditerranéens, on constatera que la protection d'une certaine forme de stabilité de l'emploi a progressivement fait place à une course à la flexibilité. Prenons l'exemple de l'Espagne. Dans ce pays, sous la pression de la grande crise de 2007-2008, un mouvement de flexibilisation du marché du travail a été conçu par le gouvernement conservateur de Mariano Rajoy en 2012<sup>11</sup>. Sans doute le capitalisme asiatique a-t-il été le moins contaminé par le néolibéralisme à l'anglo-saxonne. Mais on y note des tentatives qui s'alignent sur une conception de l'économie qui relativise le poids de l'Etat dans la société. C'est ainsi que le Japon a privatisé le service public de la Poste en 2005. Certes, la société japonaise est-elle moins façonnée selon les préceptes néolibéraux que les Etats-Unis, il n'en reste pas moins que le Pays du Soleil Levant ressemble un peu plus depuis une quinzaine d'années aux Etats-Unis.

---

<sup>9</sup> Pour plus de détails, lire Bruno Amable, *Les cinq capitalismes. Diversité des systèmes économiques et sociaux dans la mondialisation*, Seuil, Paris, 2005.

<sup>10</sup> Christoph Butterwegge, *Hartz IV und die Folgen. Auf dem Weg in eine andere Republik ?*, Beltz Juventa, Weinheim, 2015.

<sup>11</sup> Les Echos, édition mise en ligne du 3 février 2012.

*D'où vient cette avancée du néolibéralisme anglo-saxon ? Est-ce là le produit de la mondialisation qui serait, comme on le dit dans les journaux, inéluctable ?*

En fait, la mondialisation n'est pas inéluctable. Il y a déjà eu des vagues de mondialisation dans le passé. Si on mesure la mondialisation en s'appuyant principalement sur les exportations de marchandises (que l'on prendra soin de compléter par une évaluation de la circulation du capital financier à l'échelle internationale), on s'apercevra que l'internationalisation des échanges ne constitue en aucune manière un mouvement unilatéral et, somme toute, irréversible de l'économie mondiale. On peut, à ce propos, diviser l'histoire du commerce international en plusieurs vagues démontrant clairement que la question de l'internationalisation des échanges ne peut être envisagée de façon linéaire. Une première vague d'internationalisation des échanges s'est, en effet, produite de 1870 à 1914. Les exportations de marchandises à l'échelle mondiale ont pratiquement doublé en passant de 5 à 10% du PIB mondial durant cette période. Le déclin du commerce international va, par la suite, durer jusqu'aux années 1950. Il faut, en effet, attendre la fin des Golden Sixties pour que le commerce mondial retrouve son niveau d'avant la Première Guerre mondiale. Le flux international de biens va se stabiliser autour de 12 à 13% du PIB mondial durant les années 1970-1980. Une troisième vague de mondialisation voit le jour à la fin des années 1980. D'entrée de jeu, on repérera son caractère clairement financier. Les chiffres sont, à ce sujet, très clairs. Le stock de capital étranger dans les pays périphériques est passé de 11 à 22% du PIB mondial entre 1980 et l'an 2000 alors que les échanges internationaux de marchandises culminaient aux alentours de 15% du PIB mondial<sup>12</sup>. En 2007, les flux de capitaux transfrontaliers équivalaient à 20% du PIB mondial<sup>13</sup>. La crise de 2008 va, pour un temps, mettre un frein à cette phase d'expansion financière. Les flux à destination des nations périphériques vont stagner autour des 3% du PIB de la planète en 2008 et 2009<sup>14</sup>. La mondialisation n'a, en fait, rien d'inéluctable. Certaines périodes de l'histoire du capitalisme se caractérisent par une tendance à l'internationalisation alors que d'autres sont plutôt marquées par des mouvements de fermeture.

*Où en sommes-nous pour le moment ?*

La division du capitalisme en 5 modèles date du début des années 2000. Depuis, comme nous l'avons vu, le modèle néolibéral a fini par marquer de son empreinte, de manière plus ou moins variable selon les cas, les différents types de capitalisme. Il faut bien préciser que cette extension ne s'est pas produite de manière uniforme partout dans le monde. C'est ainsi que la remarquable montée en puissance de l'économie chinoise offre, pour la première fois depuis la disparition de l'Union Soviétique en 1991, la perspective d'une opposition au niveau international entre deux géants. Cette lutte procède de l'opposition pour l'hégémonie entre deux modes sensiblement différents de régulation de l'économie par le politique. Il y a de cela une décennie, la prestigieuse revue *Foreign Affairs* pointait l'émergence du capitalisme d'Etat face au modèle néolibéral anglo-saxon<sup>15</sup>. Cette contradiction grandissante devait, selon cette revue, mettre fin au monopole de l'influence américaine sur le commerce mondial. La Chine s'est de plus en plus affirmée depuis cette époque tant et si bien qu'on peut dire que *Foreign Affairs* avait vu juste. L'industrie chinoise devient de plus en plus performante et compétitive en ce qui concerne le segment des productions à haute valeur ajoutée. Les récentes mesures protectionnistes de Washington contre Pékin ciblent en réalité, à travers une liste de 1.300 produits, le secteur chinois des filières technologiques à haute

---

<sup>12</sup> FMI, "The World Economy in the Twentieth Century: Striking Developments and Policy Lessons", World Economic Outlook (chapitre V), mai 2000.

<sup>13</sup> OCDE, OECD Outlook, 2011, volume 2011/1, pp291-292.

<sup>14</sup> OCDE, *ibid.*, p.294.

<sup>15</sup> Kenneth F Scheeve et Matthew J Slaughter, *A new deal for globalization* in *Foreign Affairs*, July-August 2007, p.37.

valeur ajoutée. Autant dire que les jouets présents dans les étagères de Walmart seront *de facto* peu visés par l'agressivité trumpiste. En réalité, c'est le plan « Made in China 2025 » qui est dans le collimateur de Washington. Adopté par les autorités chinoises en 2015, ce plan vise à « soutenir la montée en gamme de l'économie chinoise, en réduisant sa dépendance aux technologies étrangères. Il se décline en plusieurs axes : augmenter les investissements dans la recherche et développement, améliorer l'automatisation des usines chinoises, développer des secteurs stratégiques comme la robotique ou les puces électroniques. L'objectif (...) en 2020, est d'arriver à un produit réalisé avec 70 % de composants et matériaux chinois. Aujourd'hui, la plupart des smartphones chinois sont équipés des puces de l'américain Qualcomm »<sup>16</sup>. Or, la Chine semble avoir mis en œuvre, jusqu'à présent avec un certain succès, une stratégie de substitution aux importations dans le domaine des semi-conducteurs. Jusqu'il y a peu, la Chine était un acteur secondaire dans cette filière stratégique. « Selon le dernier rapport de la SIA, le syndicat professionnel américain du secteur, alors qu'elle a englouti près de 30% de la production mondiale de puces électroniques en 2015, la Chine n'en a produit que 4%, ce qui place le pays loin derrière les Etats-Unis (50%), la Corée du Sud (17%), le Japon (11%), l'Union européenne (9%) et Taiwan (6%). Une anomalie que Pékin veut corriger en développant sa production locale de circuits intégrés ». Et cette opération de rattrapage semble fonctionner puisque « la Chine devance, pour la première fois, les Etats-Unis et le Japon en termes d'investissements dans la filière, devenant en 2016 le troisième plus gros investisseur dans la production de semi-conducteurs. Et elle devrait gagner encore une place en 2018 »<sup>17</sup>. La compétition de deux modèles visant à l'hégémonie permet d'imaginer l'émergence sur le court à moyen terme de toute une série de positions intermédiaires entre ces deux pôles.

*Mais la Chine n'est-elle pas devenue un pays capitaliste comme les autres en proie à une terrible crise financière ?*

A l'été 2015, la Chine était menacée de s'enliser dans une crise de la dette. Il est vrai que le grand plan de relance adopté par Pékin, dans la foulée de l'éclatement de la crise mondiale (et toujours en cours) de 2007-2008, avait déchaîné les comportements spéculatifs d'un grand nombre d'acteurs locaux, privés comme publics. A l'époque, on repérait le gonflement d'une bulle immobilière dans les grandes villes chinoises. La Chine menait la danse au niveau mondial en ce qui concerne la progression de l'endettement privé. Le secteur privé non-financier et les ménages y ont vu leur endettement progresser de l'ordre de 70 points de pourcentage du PIB de 2007 à 2014. En ajoutant les entreprises privées du secteur financier, la progression de l'endettement équivalait à 111 points de pourcentage pour la même époque. En incluant l'endettement public à ce sous-total, on arrivait finalement à une progression de l'endettement chinois de l'ordre de 124 points<sup>18</sup>. Si la Chine avait continué sur cette voie particulièrement dangereuse, nul doute qu'une crise de solvabilité aurait fini par frapper le pays et, par extension, le monde entier. Le danger n'était pas mince. Le PIB de la Chine en 2016 était de 11.000 milliards de dollars. Or, si les prêts douteux, comme l'affirmait l'agence de notation Fitch, représentaient bien 15% des bilans bancaires en Chine et que ces derniers pesaient pour 300% du PIB<sup>19</sup>, on comprend vite que la Chine, en cas d'explosion de la bulle immobilière, se serait retrouvée dans l'incapacité de se reposer de façon structurelle sur ses réserves. La raison en revenait à l'augmentation des actifs bancaires depuis 2012. En prenant pour base de calcul des bilans bancaires équivalents à 240% du PIB<sup>20</sup>, la masse des crédits douteux en

---

<sup>16</sup> Le Monde, édition mise en ligne du 5 avril 2018.

<sup>17</sup> L'Usine Nouvelle, édition mise en ligne le 14 mars 2017.

<sup>18</sup> Financial Times, 24 février 2015.

<sup>19</sup> Fortune, 27 octobre 2015.

<sup>20</sup> Turner.G, Tan. Net Sadeghian. D, *The Chinese Banking System* in Bulletin of Reserve Bank of Australia, September Quarter 2012, p.53.



Chine était, à politique inchangée, de nature, dès 2015, à absorber une bonne partie des réserves du pays qui équivalaient à un peu plus d'un tiers du PIB. En témoignait à l'époque, une baisse des réserves de change du pays qui correspondait *in fine* au fait que des dollars détenus par des particuliers en Chine s'envolaient vers des cieux plus cléments. Les réserves de la Chine ont fondu à partir de 2015 jusqu'en 2017. Depuis, le pays s'est remis à accumuler des réserves. En effet, alors que les réserves de changes étaient tombées sous la barre des 3.000 milliards de dollars au début de l'année 2017, elles se sont nettement redressées tout au long de l'année dernière et ont crû de 4,3% pour se situer en janvier 2018 aux alentours de 3.140 milliards de dollars en janvier 2018. Il s'agit, au total, d'une augmentation de près de 4,5%<sup>21</sup>. On doit exclure un regain des exportations comme étant à la base de ce retour en force des réserves de la Chine. En effet, on peut établir qu'en pourcentage du PIB, les réserves de la Chine ne cessent de décliner (alors qu'en valeur absolue, elles augmentent, comme nous venons de le voir). On voit, en effet, que les exportations en part du PIB sont tombées en dessous des 20% en 2016. Par ailleurs, cette tendance est surtout évidente à partir de 2015. En 2007, alors que la crise était sur le point d'éclater, les exportations équivalaient à près de 40% du PIB chinois. Les réserves de la Chine se recomposent donc du fait d'une stratégie de substitution de la production locale aux importations qui se situent aujourd'hui aux alentours de 17,4% du PIB (soit le plus faible niveau depuis que la Chine a adhéré à l'OMC en 2001<sup>22</sup>). On peut en conclure qu'à première vue, la stratégie « Made in China 2025 » semble, pour l'heure, porter ses fruits. Mais on doit également attribuer le regain de vitalité des réserves chinoises à une série de mesures de contrôle des mouvements financiers d'inspiration clairement dirigiste. De 2015 jusqu'au début de cette année, la Chine a fortement bloqué la possibilité de sortir des devises du pays. C'est ainsi que Pékin avait imposé aux banques du pays de s'acquitter d'une taxe spéciale en cas de sortie des capitaux<sup>23</sup>. Ces réglementations ont conduit, au cours de l'année 2017, les investissements chinois destinés au secteur immobilier américain à reculer de 55%. Cette orientation n'a rien de spécialement ultralibéral. L'Etat veille au grain. Ce n'est pas vraiment le cas aux Etats-Unis où la présidence de Donald Trump se caractérise par une volonté d'en finir avec les timides régulations qui, dans le sillage de la crise de 2007-2008, ont posé quelques limites à l'activité du secteur financier aux Etats-Unis.

*Comment expliquer finalement la force actuelle du néolibéralisme dans nos pays occidentaux ?*

Un facteur important de la montée, depuis la fin des années 1970, du néolibéralisme réside dans la libéralisation financière. Cette dernière renouait avec un ensemble de traits structurels du capitalisme de l'entre-deux-guerres, à savoir l'absence de limites posées aux mouvements spéculatifs de capitaux de court terme. Pourtant, les décideurs politiques, après la Deuxième Guerre mondiale, n'ont pas hésité à vouloir remettre de l'ordre dans la maison finance qui s'était écroulée lors de la crise de 1929. Les accords de Bretton Woods, signés le 23 août 1944 par les nations alliées, reposaient sur un système de parité fixe des monnaies par rapport au dollar. Ce dernier était défini par un poids en or. Une once d'or valait 35 dollars. Le rattachement du dollar à l'or suppose que les États-Unis ne pouvaient pas connaître de déséquilibres majeurs de leur balance des paiements afin de préserver la valeur en or de leur monnaie conçue comme pivot du système. Précisément, cette condition ne va pas être respectée. Le dollar s'est avéré être un pivot bancal. Le stock d'or détenu par les États-Unis ne va, au fil des années, plus suffire à couvrir le volume des dollars circulant hors USA. Or, le système de Bretton Woods laissait la possibilité à chaque pays, mais avec l'accord de tous ses partenaires dans le système, de procéder à des ajustements monétaires si nécessaires (dévaluation ou, au contraire, réévaluation). Tout pays partie prenante à la conférence de Bretton Woods, puisqu'il avait des réserves en dollars américains, pouvait décider de

---

<sup>21</sup> Banque Populaire de Chine, mars 2018.

<sup>22</sup> La Tribune, 10 septembre 2015.

<sup>23</sup> Le Quotidien du Peuple, édition mise en ligne le 3 avril 2018.

les changer contre l'or que les États-Unis possédaient. La situation du dollar a été bien caractérisée par un économiste belge, Robert Triffin (1919-1993). Le paradoxe que Triffin repère dans les relations monétaires entre nations occidentales est le suivant. A la sortie de la guerre mondiale, l'Europe et le Japon font figure de terres ravagées en comparaison avec les États-Unis dont la production industrielle a doublé entre 1940 et 1945. Les États-Unis sont donc, à cette époque, clairement la nation qui a accumulé un capital dont les autres nations sous parapluie américain ont besoin pour leur reconstruction. Le monde enfanté par les accords de Bretton Woods fonctionnait comme un système de financement de la croissance des exportations américaines en solvabilisant la demande du Japon et des pays d'Europe occidentale. Donc, à l'époque, logiquement, le dollar est la monnaie qui inspire confiance. En basant le système monétaire international sur le dollar, l'attrait pour ce dernier est pleinement consacré. Ce qui a pour effet, paradoxalement, de le fragiliser, car fournir des liquidités au monde occidental en plein effort de reconstruction peut conduire à un déficit de la balance des paiements des États-Unis. Avec le temps, les émissions de dollars vont déstabiliser la politique monétaire de l'oncle Sam. Par ailleurs, les pays qui exportaient vers les États-Unis accumulaient des dollars qui étaient alors convertis dans les monnaies locales. Ce qui y alimentait l'inflation. L'Allemagne, traumatisée par l'hyperinflation de l'entre-deux-guerres, va alors commencer à faire rembourser ses dollars excédentaires en or. Comme les USA ne veulent pas entamer leurs réserves, ils suspendent la convertibilité or de leur monnaie nationale le 15 août 1971. Les conséquences de l'adoption de taux flottants ont été importantes. Elle rendait caduques les mesures de contrôle des mouvements de capitaux qui, sous Bretton Woods, permettaient de ne pas déstabiliser les taux de change fixes. Le coup d'envoi de la libéralisation financière était donné. L'approche macroéconomique, forcément globalisante, ne doit pas faire l'impasse sur les pratiques d'entreprise qui ont déstabilisé le système de Bretton Woods. Pour saisir cet aspect de la question, il faut évoquer la naissance et le développement des eurodollars. Bretton Woods avait créé un régime de liberté conditionnelle pour les banques et les institutions financières. Des barrières de nature essentiellement réglementaires garantissaient aux banques des différents pays une rente de situation sur le territoire de leur pays et les empêchaient d'opérer à l'extérieur. La libéralisation va prendre l'exact contrepied des dispositions de Bretton Woods. Ainsi, dans les années 1970 et 1980, on a assisté au démantèlement des conditions d'encadrement du crédit octroyé par les banques ainsi qu'une élimination, plus ou moins complète et rapide selon les pays, du contrôle des changes réglementant l'achat et la vente de devises étrangères. Les détenteurs de capitaux ont aujourd'hui les coudées franches pour jouer des sites de production, des marchés et des pays les uns contre les autres.

*Serait-il possible alors que l'on puisse voir apparaître une époque où des barrières seront à nouveau mises en œuvre contre ces mouvements spéculatifs ?*

En théorie, rien ne permet de balayer d'un revers de la main cette hypothèse. Le système de Bretton Woods a mis en œuvre une politique de répression financière. Par répression financière, on désigne un ensemble de politiques publiques visant à obtenir dans le chef d'un État des prêts à des taux préférentiels « auprès de publics nationaux captifs (tels que les fonds de pension ou les banques nationales), le plafonnement explicite ou implicite des taux d'intérêt, la réglementation des mouvements de capitaux transnationaux et, plus généralement, le resserrement des liens entre l'État et les banques, par une participation publique explicite ou par une lourde « pression morale ». Parfois, la répression financière s'accompagne également de l'imposition de réserves obligatoires relativement élevées (ou d'impératifs de liquidité), de taxes sur les transactions boursières, de l'interdiction des achats d'or (comme aux États-Unis entre 1933 et 1974) ou du placement de montants substantiels de titres non négociables de dette publique. Une forte présence des banques publiques ou bénéficiant de l'intervention de l'État est également courante dans les économies connaissant une répression financière »<sup>24</sup>. Un des objectifs fondamentaux des politiques de

---

<sup>24</sup> CARMEN M. REINHART, *Le retour de la répression financière* in Banque de France, Revue de la stabilité financière, Dette publique, politique monétaire et stabilité financière, n° 16, avril 2011, p.39.

répression financière consiste en un transfert de revenus des créanciers à destination des débiteurs. Le niveau très faible des taux d'intérêt auquel la plupart des Etats occidentaux peuvent, aujourd'hui, emprunter constitue une donnée fondamentale avec laquelle les marchés financiers ont fini par apprendre à coexister. Plus largement, on constate l'émergence de politiques publiques tournant *nolens volens* le dos au dogme, jusqu'ici dominant, de la liberté de circulation des capitaux. A partir de 2010, les sorties massives de capitaux à destination des pays émergents faisaient entrevoir des problèmes de pertes de compétitivité suite à l'appréciation des monnaies locales par rapport au dollar<sup>25</sup>. Dès cette époque, le FMI, lui-même, n'hésitait pas à se montrer (un peu) hérétique en faisant *urbi et orbi* la promotion du contrôle des capitaux. Cinq ans auparavant, la chose eût été absolument impensable. Relisons ce que le FMI écrivait à ce sujet en 2012. « Les flux de capitaux d'ampleur, soutenus et, dans certains cas, soudains peuvent poser des problèmes significatifs en termes de politique économique. [Aussi] les Etats devraient-ils considérer les mesures susceptibles de répondre aux risques macroéconomiques et financiers liés aux activités des marchés de capitaux transfrontaliers »<sup>26</sup>. Parmi les armes retenues pour parer aux risques inhérents à la libre circulation des capitaux, le FMI n'hésitait pas à recommander l'instauration, il est vrai à titre transitoire, du contrôle des changes. Dans le cadre du capitalisme, les scénarios d'ouverture sont moins plausibles à l'avenir que des hypothèses de fermeture relative.

*Mais ce côté transitoire ne permet pas d'identifier un retour de la répression financière puisque le FMI recommande des limitations exclusivement temporaires à la circulation des capitaux ?*

C'est vrai mais les facteurs susceptibles d'entraîner une nouvelle crise des marchés financiers ne manquent pas. Pendant près d'une décennie, les pays occidentaux ont maintenu leurs taux d'intérêt à des niveaux très bas. Le but de cette manœuvre visait à garantir la relance de la croissance du PIB en maintenant les coûts d'emprunt à des niveaux très faibles. Cette configuration particulière a constitué un puissant soutien au *carry trade* à destination des pays émergents. Pour mémoire, le *carry trade* désigne une opération qui, pour faire court, consiste à emprunter dans une monnaie dont les taux d'intérêt sont bas et à placer cette somme dans des pays qui proposent des taux d'intérêt nettement plus rémunérateurs. Alors qu'entre 2010 et 2013, la dette privée argentine a augmenté de 39,36%, on constate une progression de 67,21% de l'endettement privé pour le Brésil, de 54,46% pour l'Inde et d'un peu plus de 45% pour la Chine<sup>27</sup>. Pour ce qui est de la dette publique des émergents, les tendances ne sont pas non plus favorables. La situation chinoise est peut-être plus préoccupante qu'on le croit dans certains milieux. Par exemple, la Chine s'est endettée aussi fortement que les économies du sud de l'Europe à ceci près que le Trésor chinois « s'endette à un moment beaucoup plus précoce de son cycle de développement. (...) Le rythme de l'accumulation de dette a été beaucoup plus intense en Chine depuis l'éclatement de la crise »<sup>28</sup>. Aujourd'hui, vu la profonde insolvabilité des économies émergentes, la finance occidentale procède à des rapatriements de capitaux massifs. Ces capitaux ne ressortiront peut-être pas de sitôt de nos pays pour retourner vers des cieux plus ensoleillés.

*Mais alors, il n'y aurait que les pays émergents qui seraient concernés par cette crise ? Pas de soucis pour les banques occidentales ?*

---

<sup>25</sup> Céline Antonin, Marion Cochard, Amel Falah, Christine Riffart et Danielle Schweisguth, *Pays émergents : afflux de capitaux et envolée des prix des matières premières* in Revue de l'OFCE 2/2011 (n° 117), p. 207.

<sup>26</sup> International monetary fund, *THE LIBERALIZATION AND MANAGEMENT OF CAPITAL FLOWS: AN INSTITUTIONAL VIEW*, 14 novembre 2012, pp.23-25.

<sup>27</sup> Banque mondiale, janvier 2016.

<sup>28</sup> Les Echos, édition lise en ligne du 1er juin 2015.

Bien au contraire. Ce qui se profile à l'horizon, c'est une nouvelle crise de solvabilité du système financier international qui va gripper les rouages de la circulation du capital financier à l'échelle mondiale. Les banques occidentales seront, par voie de conséquence, inévitablement touchées. On ne peut qu'être frappé quand on prend un peu de distance historique par un constat. Il est, en effet, particulièrement troublant de constater à quel point la répression financière à venir est contenue dans les structures économiques des sociétés occidentales contemporaines. A ce sujet, on fera observer que les faibles taux d'intérêt réels pour l'heure préfigurent un retour aux normes de valorisation du capital en vigueur entre 1945 et le début des années 80. Les politiques d'achat massif de dettes publiques ont permis de baisser les taux d'intérêt de manière spectaculaire depuis 2008. Les nouvelles réglementations bancaires favorisent la dette publique parmi les actifs à détenir par les banques. Les faibles mouvements de hausse des taux d'intérêt qui continueront à être appliqués par la Fed (la banque centrale des Etats-Unis) dans les mois à venir ne changeront pas grand-chose à la donne. Le choix de la répression financière a exercé des effets concrets sur les économies qui l'ont exercée entre 1945 et 1980. « Il en est résulté des taux d'intérêt nominaux très faibles, associés à des poussées inflationnistes plus ou moins prononcées dans les pays avancés. À l'évidence, les taux d'intérêt réels (...) étaient nettement négatifs sur la période 1945-1946. Pendant les quelque trente-cinq années suivantes, dans les économies avancées et émergentes, les taux d'intérêt réels sont restés systématiquement plus bas que lorsque les capitaux pouvaient circuler plus librement, avant et après l'ère de la répression financière »<sup>29</sup>. Le faible niveau de mobilité des capitaux, à l'époque, est patent. On relèvera, non sans intérêt, que le niveau d'ouverture financière qui a prévalu entre 1945 et le milieu des années 70 est globalement identique à celui qui a existé dans les premières années de l'entre-deux-guerres. Et c'est au début des années nonante que l'ouverture financière dans le monde avait retrouvé le niveau de 1929. L'ouverture des marchés financiers a, depuis l'an 2000, dépassé le niveau de la première vague de mondialisation à son pic de 1914<sup>30</sup>.

*Mais cela, c'est le monde fermé de Donald Trump et de tous les extrémistes de droite qui veulent revenir au pouvoir aujourd'hui ?*

Il faut être prudent avec ce type de généralisations. Mais cela mérite une discussion dans la nuance. Commençons par le cas de Donald Trump dont je pense qu'il n'est pas aussi isolationniste qu'il n'y paraît. La cible de Trump, c'est indéniablement la Chine. Cette dernière n'a pas encore ouvert son compte de capital aux investisseurs étrangers. La chose gêne évidemment aux alentours la finance US. La démondialisation désigne l'étape actuelle de développement du capitalisme depuis la crise de 2008. Le faible niveau de croissance du commerce mondial qui progresse désormais moins vite que le PIB mondial ainsi que le tarissement des flux bancaires transfrontaliers (en ce compris à l'intérieur de la zone euro) doivent nous conduire au constat que la mondialisation est aujourd'hui en panne. De ce point de vue, Donald Trump, disons-le tout net, n'a rien d'un grand réformateur. Il ne sera pas l'homme de la démondialisation.

*Pourquoi ?*

Trump, vu la faiblesse de l'épargne intérieure américaine et l'existence dans ce pays de déficits jumeaux (commerce international et déficit public), est contraint et forcé de miser sur la libre circulation des capitaux et de défendre le statut central du dollar dans l'économie mondiale. Ce faisant, Trump n'entend surtout pas rompre avec le volet financier de la mondialisation. Bien au contraire, il s'est fait le chantre de la déréglementation financière. De surcroît, parmi les grands leaders de la droite dure, tous ne sont pas protectionnistes et isolationnistes. L'aile droite du parti

---

<sup>29</sup> CARMEN M. REINHART, op.cit., p.41.

<sup>30</sup> Obstfeld M. et Taylor A.M, *Globalization and Capital Markets*, NBER Working Paper, n° 8846, mars 2002, p.6.

conservateur acquise à la cause du Brexit désire transformer le Royaume-Uni en immense paradis fiscal. On ne note là aucune rupture avec le mouvement de libéralisation-mondialisation des flux de capitaux tel qu'il a existé jusqu'aujourd'hui. Soit dit en passant, ces appels formulés par la frange la plus radicale des grands pays industrialisés visant à déréguler risquent très vraisemblablement de poser les fondements d'une prochaine crise financière puisque le propre d'une réglementation consiste à limiter l'appétit des investisseurs pour le risque.

*Donc le protectionnisme peut être un élément de progrès ?*

Rien n'est jamais univoque en économie, comme dans tout d'ailleurs. Un progressiste comme Bernie Sanders est favorable au protectionnisme. Il en va de même pour Jeremy Corbyn au Royaume-Uni. Ce ne sont tout de même pas des épigones du fascisme. Du point de vue des grands acteurs (donc clairement pas la Belgique) concernés par la démondialisation, on pointera, en guise de conclusion, le rôle, en définitive, central de la Chine dans le processus en cours. La mondialisation commerciale est, d'ores et déjà, aujourd'hui en berne du fait que la Chine produit davantage de composants industriels qu'elle importait autrefois. Au fur et à mesure de la montée en gamme de l'économie chinoise, on peut raisonnablement supposer que la pression à la baisse sur le commerce mondial va aller s'accroissant<sup>31</sup>. Cela donne à penser surtout si l'on tient compte du fait que « plus de 7.000 mesures de protection ont été adoptées par les 60 plus grandes économies du monde depuis l'éclatement de la crise financière, il y a dix ans »<sup>32</sup>. Tout le monde est protectionniste mais personne ne le dit. Cette tendance traduit-elle une montée irrémédiable des néofascismes et autres ethnopopulismes ? Il faut être prudent. Les années 45-75, qui ont été marquées par une forte répression financière et son corolaire (à savoir des barrières protectionnistes) ne se sont pas caractérisées par de grandes vagues réactionnaires et une montée d'insupportables nationalismes. A cette époque, le niveau d'échange des marchandises (mesuré par la part des exportations rapportées au PIB mondial) était inférieur de 3 points seulement par rapport à celui des années 2000 et surtout largement supérieur à la situation prévalant immédiatement avant la Première Guerre mondiale. On pourrait, d'ailleurs, émettre l'hypothèse que ce sont les taux de croissance exceptionnels des économies occidentales qui ont, durant cette époque, tiré la production dans son ensemble et les exportations, en particulier, vers le haut. Le lien avec la répression financière n'est pas aussi ténu qu'il n'y paraît. En effet, la difficulté des capitaux à faire jouer la concurrence entre diverses destinations d'investissement a permis aux pouvoirs publics de prélever un impôt inflationniste afin de diminuer le poids des dettes publiques en pourcentage du PIB. Ce désendettement relatif a, par ailleurs, permis aux Etats d'étendre leur sphère d'activité et de soutenir les politiques de plein emploi des facteurs de production. « Dans le cas des États-Unis et du Royaume-Uni, la liquidation annuelle de la dette via des taux d'intérêt réels négatifs a représenté en moyenne de 3 à 4 % du PIB par an. Des réductions du déficit annuel de l'ordre de 3 à 4 % du PIB s'accumulent rapidement (même sans calcul composé) dans le courant d'une décennie. Pour l'Australie et l'Italie, qui ont enregistré un taux d'inflation plus élevé, l'effet de liquidation a été plus ample (environ 5 % par an) »<sup>33</sup>. Nous nous trouvons devant un dilemme. Ou bien on essaiera de diminuer le niveau des dettes en pratiquant l'austérité ou bien il faudra revenir à des politiques de répression financière.

*Pour le moment, c'est plutôt l'austérité qui domine ?*

C'est exact mais cela ne signifie pas que cela sera éternellement le cas. Tout d'abord, l'austérité tue la croissance et donc les recettes fiscales. Ce qui entraîne un approfondissement des déficits. Le

---

<sup>31</sup> Carton, M, Jazaerli, S, *Et la Chine s'est réveillée. La montée en gamme de l'économie chinoise*, Presse des Mines, Paris, 2015.

<sup>32</sup> The Guardian, édition mise en ligne le 18 mars 2018.

<sup>33</sup> CARMEN M. REINHART, op.cit., p.46.

poinds de l'endettement public par rapport au PIB ne diminue dès lors pas. C'est ce qui s'est passé en Grèce, un pays qui a été saigné par le FMI et l'Eurogroupe (ce dernier consiste en un regroupement informel des ministres des Finances des États membres de la zone euro). Malgré cet échec, l'austérité il est vrai, continue à faire recette. Une raison explique ce curieux état de choses. Il tient à la phase de désorganisation de la mondialisation néolibérale dans laquelle nous nous trouvons pour l'heure. Le modèle est périmé mais rien ne permet, pour l'heure, de voir l'émergence d'un contre-modèle global. Au niveau international, l'unilatéralisme d'une Amérique en crise traduit concrètement la vacance de la fonction hégémonique au sein du système contemporain des relations internationales. En face des États-Unis, il y a le couple sino-russe (la Russie constitue le bras armé de la Chine dans les relations internationales tant le poids de l'armée russe dans le monde reste impressionnant). La lutte pour le partage de l'hégémonie ne fait donc, en réalité, que commencer. L'économiste et historien américain Charles Kindleberger<sup>34</sup> avait repéré dans une crise similaire de l'hégémonie au lendemain de la Première Guerre mondiale les causes de la grande crise des années 1930 et de la déflagration qui s'en est suivie. Faute de partage de l'hégémonie dans le cadre d'un monde multipolaire, on peut légitimement craindre que les mêmes causes produisent, à moyen terme, des effets similaires. Cette perspective n'a rien de réjouissant mais rien de permet d'écarter aujourd'hui cette hypothèse.

*Effectivement, cela n'a rien de réjouissant. Mais ne peut-on pas plutôt miser sur la construction d'alternatives plutôt que sur un effondrement du système ?*

Les thèses de l'effondrement n'ont rien de novateur à y regarder de plus près. Dans les années 1950, des prophètes-philosophes prévoient un effondrement inéluctable de la civilisation industrielle née en Europe occidentale à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>35</sup>. L'effondrement dont il est ici question ne provient pas d'une analyse socioéconomique mais plutôt d'une approche en termes de limites des ressources mobilisées par le système. Ce que l'on peut anticiper, avec toutes les réserves de circonstance, c'est que le réajustement de l'économie-monde (je définirai ce concept plus tard) s'effectuera au rythme de la renégociation des rapports de force entre la Chine et les États-Unis et que ce processus sera long. Il ne conduit pas inévitablement au pire bien que le passage par une nouvelle crise de grande ampleur paraisse, à l'heure actuelle, inévitable. « Il est surprenant de constater la quasi-absence de mesures prises au lendemain de la récession de 2008-2009 pour perfectionner la régulation ou la structuration des marchés [financiers] ; ce sont plus ou moins les mêmes entreprises et les mêmes personnes qui restent place. Le niveau de risque n'a donc pas changé »<sup>36</sup>. En cas de nouvelle crise financière d'envergure mettant en péril des banques dites systémiques (c'est-à-dire des banques dont les bilans sont supérieurs à bien des États développés), le pronostic d'une entrée en crise subséquente de la mondialisation néolibérale n'en devient que plus plausible. Une économie-monde désigne un « morceau de la planète économiquement autonome, capable pour l'essentiel de se suffire à lui-même et auquel ses liaisons et ses échanges intérieurs confèrent une certaine unité organique »<sup>37</sup>. On peut penser que la mondialisation néolibérale a constitué une économie-monde qui correspond à la totalité de la planète. Mais si le vecteur financier de cette unification économique du monde est mis à mal, le système capitaliste se fragilise. Il s'avèrera donc plus sensible à des facteurs de perturbation de nature extraéconomique, tels que les épidémies, les conflits armés, les troubles sociaux ou bien encore des catastrophes

---

<sup>34</sup> Kindleberger C.P., *The World in Depression. 1929-1939*, University of California Press, Berkeley, 1973.

<sup>35</sup> Lire à ce sujet Günther Anders, *L'obsolescence de l'homme : Tome 2, Sur la destruction de la vie à l'époque de la troisième révolution industrielle*, Ivrea, Paris, 1956 (réédition Éditions Fario, Paris, 2012)

<sup>36</sup> Immanuel Wallerstein, Randall Collins, Michael Mann, Georgi Derluguian, Craig Calhoun, *Le capitalisme a-t-il encore un avenir ?*, Ed. La Découverte, Paris, 2016, p.264.

<sup>37</sup> Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme : XV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, A. Colin, 1967, p.52.

écologiques. De même, dans une économie-monde en voie de morcellement, les infrastructures en réseau (télécommunication, énergies, systèmes de transport), qui constituent la base du fonctionnement capitaliste contemporain, seront davantage sujets à des dysfonctionnements. Voilà pourquoi il apparaît raisonnable de poser un ensemble de limites à la limite d'intégration mondiale. « Face à ce type de perturbations, une déconnexion partielle des divers systèmes leur permettrait de mieux s'en sortir »<sup>38</sup>.

*Concrètement, quels sont les enchaînements susceptibles de produire une telle situation ?*

Dix ans après l'éclatement de la crise de 2007-2008, les Etats-Unis connaissent une situation économique favorable. La croissance du PIB y était de 2,3% en 2017. Le taux de chômage y est historiquement bas. L'inflation pourrait, cependant, faire des siennes chez l'Oncle Sam. L'inflation désigne le phénomène d'augmentation du niveau général des prix dans une économie. Cette inflation peut-être due à de nombreux facteurs (augmentation des prix de bien importés, dépréciation de la devise d'un pays, augmentation de coûts de production, augmentation de la masse monétaire en circulation...). Dans le cas des Etats-Unis, on dira que l'évolution des prix tient à une composante essentielle, à savoir des taux d'intérêt bas qui créent un appétit de crédits et de monnaie. Les acteurs économiques qui se sont endettés ont contribué à relancer la production et partant, l'inflation. Alors que cette dernière commençait à annoncer son retour de New York à Los Angeles, les autorités monétaires US ont, dès la fin de l'année 2015, recommencé à augmenter leurs taux. Le drame qui commence à prendre forme sous nos yeux a pour origine la période de taux bas qui a précédé le retour de l'inflation. En effet, alors que l'économie mondiale entrait dans une phase de récession généralisée en 2009, la Fed a baissé les taux de manière fort vigoureuse. Cette situation a duré pendant 7 ans. Le secteur privé américain en a profité pour diffuser sur une grande échelle des titres de créance. Ces obligations ont alors trouvé preneurs puisqu'elles figuraient parmi les rares produits financiers qui offraient un return intéressant à l'époque. Cette quête du rendement a finalement conduit le secteur de la finance à acheter, plus que de raison, des obligations spéculatives. A partir de taux d'intérêt bas, le secteur financier a mis en place une stratégie de valorisation du capital à court terme. Cette dernière repose sur un refinancement permanent de la dette des acteurs. On parle, dans ce cas, de faire rouler sa dette. Ses fragilités ont été clairement identifiées. Le rôle central de la finance au sein du néolibéralisme rend ce dernier particulièrement instable. Le roulement de la dette est crucial pour que le système puisse continuer à tourner. Faire rouler sa dette équivaut à la renouveler de façon régulière puisqu'on ne peut en rembourser le principal. Les dettes privées qui ont longtemps constitué le moteur de l'accumulation risquent, dans un futur proche, de devenir un poids mort. Si le capitalisme entre en crise sur cette base, les réponses que le monde politique pourra donner à cette situation vont différer profondément de la crise de 2007-2008. A cette époque, les taux étaient élevés et il fut alors possible en les baissant de relancer la machine économique. Cette réponse classique s'est doublée d'une tactique bien moins conventionnelle, à savoir le *quantitative easing*. Celui-ci a consisté en un programme de rachat massif de dettes. Les acteurs financiers ont été, de cette façon, arrosés de cash. Il en a résulté une augmentation des cours de bourse et une appétence pour les obligations d'entreprises sans lien avec l'état réel de l'économie. Le cas des Etats-Unis est, de ce point de vue, particulièrement emblématique. La hausse de l'investissement s'y est traduite par une augmentation du prix des actifs financiers. Celle-ci s'accompagne, comme en 2007, d'une multiplication de dangereux comportements spéculatifs. Les grandes firmes empruntent à des taux bas afin de racheter leurs propres actions plutôt que d'investir dans l'accroissement de leur capital fixe. Ce type d'opérations permet d'augmenter le bénéfice par action. Hélas, des cours entretenus de façon aussi artificielle finissent tôt ou tard par s'effondrer. Mais si un peu partout dans le monde, des acteurs importants connaissent des problèmes de solvabilité suite à l'impossibilité de se refinancer, les banques centrales seront dans une situation très compliquée. Relancer le *quantitative easing* équivaudrait à

---

<sup>38</sup> Immanuel Wallerstein, Randall Collins, Michael Mann, Georgi Derluguian, Craig Calhoun, op.cit, p.265.

vouloir éteindre un incendie en jetant des hectolitres d'essence sur une forêt en feu. De surcroît, rien ne dit qu'une baisse des taux d'intérêt serait suffisante pour relancer l'économie. Après bientôt 4 ans d'augmentations régulières des taux, le taux directeur de la Fed est aujourd'hui de 2,25% alors qu'il tutoyait les 6% à l'été 2007 quand la crise des subprimes était sur le point d'éclater. Il n'y a, chiffres à l'appui, pas grand-chose à baisser de ce côté-là. William Rhodes, ancien vice-président de Citigroup, a déclaré, il y a peu, que « le secteur financier n'a pas tiré les leçons de la dernière crise mondiale »<sup>39</sup>. On ne peut, hélas, que lui donner raison.

*Serions-nous alors dans la même situation qu'en 2007-2008 ?*

Sur ce point, il convient de préciser un certain nombre de choses. La situation est à la fois différente et similaire à celle de la crise de 2007. Commençons par examiner les différences avec la réalité qui prévalait il y a 10 ans. A la base de la crise des subprimes de 2007-2008, on trouve quatre éléments fondamentaux dont l'étroite imbrication a fini par former un cocktail particulièrement explosif pour la bonne santé des banques et l'économie mondiale. Il s'agit d'une activité de prêt à destination de publics peu solvables, de la titrisation (je reviendrai sur ce concept par la suite), de l'endettement du secteur bancaire et de la remontée des taux d'intérêt. L'origine de la crise financière de 2007-2008 a pour épicerie les Etats-Unis, et plus particulièrement le secteur immobilier états-unien. Au début des années 2000, après que la bulle des nouvelles technologies de l'information et des communications ait explosé, le monde financier US s'est mis en quête d'une autre martingale et d'un autre secteur d'activité. Le secteur privilégié sera l'immobilier. Pariant sur le fait que, depuis 1945, on n'avait jamais enregistré de baisse des prix dans l'immobilier aux États-Unis (on notera, au passage, le caractère approximatif du raisonnement), les organismes financiers présents sur le marché américain escomptaient une hausse constante des valeurs immobilières au point que la solvabilité des emprunteurs n'avait finalement plus guère d'importance à leurs yeux. Si un emprunteur ne pouvait plus rembourser, on pourrait toujours revendre la propriété avec, à la clé, une plus-value assurée pour l'organisme de prêt. Dès lors, on a assisté à une véritable explosion des crédits dits subprimes aux États-Unis tout au long des années 2000. « En 2006, les crédits "subprime" destinés à des ménages peu voire pas solvables du tout ont représenté 24% des nouveaux crédits immobiliers octroyés aux États-Unis (...) contre 8,5% en 2001 »<sup>40</sup>. Le crédit immobilier US s'est donc montré de plus en plus « accro » au risque. La martingale mise en avant, ce sera la titrisation. La titrisation consiste en la transformation de créances (dans le cas du subprime, le remboursement des crédits hypothécaires en cours) en titres financiers. En jargon financier, les sociétés qui pratiquent la titrisation des créances sont émettrices de MBS (mortgage-backed securities – en français, on parlera de "titres adossés aux emprunts hypothécaires"). Les paiements des traites sont transférés aux détenteurs des titres qui deviennent, en quelque sorte, propriétaires de la créance. Via la titrisation, les sociétés de crédit hypothécaire se débarrassent du risque du défaut de paiement (ou risque de crédit) en transférant leurs créances auprès des organismes qui mettent en œuvre la titrisation en émettant des MBS. A l'origine, la titrisation permettait d'éviter aux organismes de prêt le risque de liquidité qui procède d'un décalage temporel entre des dépôts à court terme et des prêts à plus long terme. Or, précisément, le marché des titres garantit des financements de long terme, ce qui cadre bien avec l'encours des crédits hypothécaires qui porte le plus souvent sur plusieurs décennies. Sur le papier, tout semblait marcher sur des roulettes. D'un côté, on avait un marché immobilier en expansion constante depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, ce qui constituait un pare-feu a priori sécurisant face à l'hypothèse fâcheuse d'éventuels défauts de paiements d'une partie du public. De l'autre, on comptait sur une technique qui permettait aux organismes prêteurs de couvrir les emprunts consentis par des rentées de long terme. Le meilleur des mondes ? Pas vraiment. Car cette configuration apparemment idyllique a totalement volé en éclats. Il y a deux niveaux d'explication à cet état de choses : le

---

<sup>39</sup> La Libre Belgique, édition mise en ligne du 25 septembre 2018.

<sup>40</sup> Les Echos, édition mise en ligne du 26 décembre 2007.



premier tient à l'évolution du contexte macroéconomique des États-Unis depuis le début des années 2000. Au 25 juin 2003, le taux directeur de la Fed était de 1%. Au 29 juin 2006, il culminait à 5,25%. Ce mouvement haussier des taux d'intérêt a entraîné une restriction de la demande pour les biens immobiliers dont les prix ont fort logiquement commencé à baisser. Par voie de conséquence, les agences de crédit ne pouvaient plus se rembourser en procédant à la vente forcée des biens des clients insolvables. Or, les MBS qui ont été écoulés sur les marchés ont le plus souvent été achetés à crédit. C'est ce que l'on appelle l'effet levier. La suppression de l'encadrement du crédit constitue un fait central pour saisir la nature de la libéralisation financière car, en définitive, « l'innovation financière », depuis les années 1980, a poursuivi comme principal objectif le développement et la facilitation du crédit. C'est depuis cette époque que l'on signale le recours de plus en plus systématique des banques d'affaire à l'effet de levier. L'effet de levier consiste à avoir recours à l'endettement pour augmenter la rentabilité des capitaux propres. Pour que l'effet de levier fonctionne, il faut que le taux de rentabilité du projet soit supérieur au taux d'intérêt à verser pour la somme empruntée. Les effets levier sont devenus de plus en plus importants avec le temps. Ce qui ne fut évidemment pas sans poser problème. Ainsi, au printemps 2008, les banques d'investissement de Wall Street avaient des effets de levier qui oscillaient entre 25 et 45. Cela signifie que pour un dollar de fonds propres, elles avaient emprunté entre 25 et 45 dollars. Par exemple, Merrill Lynch avait un effet levier de 40. Une institution qui a un effet de levier de 40 à 1 voit ses fonds propres effacés avec une baisse de 2,5% de la valeur des actifs acquis. Il en a résulté une immense crise de solvabilité du système. Dès que le marché immobilier américain s'est détérioré à l'été 2007, la pression des milieux d'affaires pour que les pouvoirs publics socialisent les pertes est allée grandissante. Le lundi 15 septembre, la banque Lehman Brothers annonçait qu'elle était en faillite. Début septembre 2008, Lehman Brothers est menacée « d'effondrement après avoir perdu 95% de sa capitalisation depuis son plus haut, en 2007 »<sup>41</sup>. Les pouvoirs publics américains vont rester impassibles devant le drame de Lehman. Pris de panique, les banques ont commencé par ne plus se prêter d'argent entre elles. La peur du risque avait pris le dessus. Le robinet du crédit était coupé entre les banques. La crise pouvait s'installer puisque ce resserrement du crédit avait fini par toucher les entreprises non-financières ainsi que les ménages. L'investissement et la consommation étaient pénalisés. Aujourd'hui, la situation est différente puisque les prêts immobiliers sont beaucoup plus sains aux États-Unis puisque le nombre de prêts accordés à des acteurs peu solvables a diminué et les prêts hypothécaires à taux variables sont bien moins importants qu'il y a 10 ans. Vu la faiblesse des taux d'intérêt au cours de la dernière décennie, les emprunteurs ont préféré conclure des contrats à taux fixes. Parallèlement, on retrouve deux similitudes avec la crise de 2008. Et elles sont inquiétantes.

### *Lesquelles ?*

On constate un mouvement de remontée des taux d'intérêt alors que les dettes privées et publiques ont considérablement progressé. En affichant le chiffre vertigineux de 164.000 milliards de dollars (132.618 milliards d'euros), soit près de 225 % du PIB (mondial), la dette mondiale atteint un niveau comparable à celui de l'année 2009. Si le mouvement de remontée des taux se poursuit, des acteurs privés et publics pourraient entrer en défaut de paiement sur leurs dettes. En bout de course, les banques risquent fort probablement de souffrir d'un choc en retour. Les mêmes effets de resserrement du crédit risquent, dans ces conditions, de plomber l'économie mondiale. Partant, le phénomène de la déflation, c'est-à-dire une baisse des prix constatée sur une longue période, risque de se réactiver. Ce faisant, on risque de voir se mettre en œuvre un phénomène de déflation par la dette. Les liens entre la progression de l'endettement privé et la déflation sont bien connus depuis l'économiste américain Irving Fisher<sup>42</sup> (1867-1947). La déflation par la dette pourrait se résumer

---

<sup>41</sup> Le Monde, édition mise en ligne du 15 septembre 2008.

<sup>42</sup> Le texte d'Irving Fischer auquel il est fait référence ici s'intitule *The Debt-Deflation. Theory of Great Depressions in*

comme suit. Une situation de surendettement induit une contrainte de remboursement qui, à un moment donné, se traduit par une vente massive et en catastrophe d'actifs. Il en résulte une baisse des prix. De cette baisse, résultent des difficultés de remboursement, lesquelles vont amener à intensifier les reventes d'actifs. Ce faisant, la baisse des prix s'autoalimente, de même que les difficultés de remboursement. La déflation nourrit clairement l'emprise de la dette sur les agents économiques. De surcroît, les tendances à une reprise économique de long terme ne sont pas aujourd'hui réunies. Même dans les pages du prestigieux Financial Times, on trouve des articles dont le contenu n'a pas grand-chose à voir avec le titre. En l'occurrence, l'article en question s'intitule « L'amélioration de l'économie mondiale est réelle ("The global economic recovery is for real") » mais se conclut par ces lignes : « Le niveau faible de l'investissement ainsi que de faibles gains de productivités permettent de douter de la durabilité de cette amélioration ». En effet, la productivité par heure de travail aux États-Unis a progressé de 1,3% par an en moyenne entre 2004 et 2015 et a stagné autour de 0,5% entre 2010 à 2015<sup>43</sup>. La Chine est également affectée par ce problème. En 2015, les gains de productivité de l'économie chinoise (+6,6%) se situaient à leur niveau de 1999. A cette époque, la crise asiatique avait heurté de front l'économie chinoise et cette chute des gains de productivité avait été brutale mais de courte durée. C'est ainsi qu'en 2001, la Chine retrouvait des gains de productivité proche des 8%. L'actuelle diminution des gains de productivité présente un caractère clairement structurel puisqu'elle est continue depuis 2010<sup>44</sup>.

*Est-ce que tout ceci n'entre pas en contradiction avec les scénarios précédemment évoqués de retour de modèles nationaux de capitalismes car si une nouvelle crise globale éclate, le capitalisme, qui est le système ultradominant aujourd'hui, est en péril ?*

Il faut bien préciser, à ce sujet, que l'émergence de modèles intermédiaires entre capitalisme d'Etat et capitalisme néolibéral anglo-saxon se joue déjà en partie sous nos yeux. Comme nous l'avons vu auparavant, la montée de la Chine s'affirmant en puissance rivale des Etats-Unis constitue le prélude à la constitution d'un monde multipolaire. Cependant, cette hypothèse ne règle pas tous les problèmes qui se posent à l'intérieur du mode de production capitaliste aujourd'hui. Notamment, celui de la destruction programmée des classes moyennes. Cette dernière est liée à la mise en œuvre de l'intelligence artificielle qui va entraîner à terme une destruction d'emplois massive dans un grand nombre de pays du globe. Ni la Chine, ni les Etats-Unis, ni aucun pays qui se situerait entre ces deux modèles ne sera épargné. Lisons ce qu'en dit à ce propos le sociologue américain Randall Collins, professeur émérite de l'Université de Pennsylvanie. « L'informatisation des emplois de classe moyenne n'est pas compensée par une création quantitativement équivalente de nouveaux emplois. Ces derniers existent, mais ils ne suffisent pas pour remplacer les postes supprimés ou contrebalancer la perte de revenus qui en découle. (...) S'il est vrai que les technologies de l'information engendrent de nouvelles activités, elles ne créent pas d'emplois rémunérés au même rythme qu'elle en élimine. La prolifération des blogs d'opinion ne compense pas le déclin des emplois rémunérés dans les médias professionnels. Comparons le volume des emplois créés par les technologies de l'information au volume d'emplois supprimés et extrapolons les tendances existantes sur plusieurs décennies : est-il plausible que 70% des emplois de demain au niveau planétaire soient des emplois de programmeurs et de concepteurs de logiciels et d'applications informatiques ? »<sup>45</sup> La question qui se pose est de savoir s'il existe un déversoir pour les emplois

---

*Econometrica*, oct 1933, vol1.n°4, pp.337-357. Un étudiant de 4<sup>ème</sup> année du secondaire comprendrait cet article qui est, depuis, passé à la postérité. Comme quoi, la politique économique en tant que discipline n'a pas forcément vocation à se nourrir des tentatives les plus osées sur le plan expérimental. Il est vrai que la politique économique, plus qu'une science, constitue, paraît-il, un art.

<sup>43</sup> OCDE, octobre 2016.

<sup>44</sup> OIT, septembre 2016.

<sup>45</sup> Randall Collins, *Emploi et classes moyennes. La fin des échappatoires* in Immanuel Wallerstein, Randall Collins, Michael Mann, Georgi Derluguian, Craig Calhoun, op.cit, pp.66-67.

supprimés suite à la montée en puissance de l'intelligence artificielle. On repère des gisements d'emplois dans les sociétés développées principalement liées aux besoins de prise en charge des personnes âgées, de la petite enfance, de la formation continuée des adultes, de l'animation socioculturelle et du secteur psychosocial. Mais ces emplois n'appartiennent pas à l'économie marchande. Or, le développement d'emplois subsidiés ou publics dépend concrètement de la mise en œuvre de vastes plans de redistribution de la richesse. Signalons, à ce propos, une formidable montée des inégalités dans le monde depuis des décennies. L'Europe, bien que moins concernée que les Etats-Unis, est également touchée. En France, les 10% des ménages les plus riches (que l'on nomme, en statistique, le dernier décile) en 1982 détenaient 29% des richesses contre 32 % en 2014. En Allemagne, cette même frange supérieure des ménages possédait 31,76% de la richesse nationale en 1981. Aujourd'hui, ils en accaparent plus de 39%. C'est aux Etats-Unis que cette évolution est la plus nette. En 1980, la part du revenu national revenant à la moitié des contribuables les plus pauvres était de 24% en Europe de l'Ouest et de 21% aux Etats-Unis. Depuis, ce taux s'est effondré aux alentours de 13% outre-Atlantique. On pourrait, penser dans ces conditions qu'une bonne opération de redistribution des richesses suffira à créer des emplois dans des secteurs subsidiés. Hélas, ce n'est pas si simple. « Imaginons le type de pression sociale impliqué par un futur informatisé où le taux de chômage pourrait être trois à cinq fois supérieur [à ceux] que nous connaissons aujourd'hui. (...) Plusieurs forces antagonistes sont en présence. (...). Le capitalisme de libre marché sans entraves, à lui seul, n'offre aucune issue à la crise. Ses réformes favorites (réduction des impôts, dérégulations, incitation à une expansion sans frein des activités marchandes, privatisations) ont toutes pour effet d'aggraver le chômage technologique, sans compter les autres problèmes qu'elles engendrent, comme la spéculation et la crise financière. En principe, les partisans de l'Etat-providence paraissent avoir une solution au problème de l'emploi, mais ils se heurtent à de sérieux problèmes budgétaires. La crise budgétaire de l'Etat est l'un des principaux facteurs de son possible effondrement»<sup>46</sup>. Avec un taux de chômage à 30-40% de la population active, une fracture pourrait apparaître au sein des élites entre une frange qui désirera continuer à donner des gages aux marchés financiers et une faction qui, elle, voudra prioritairement résoudre le problème des inégalités. Dans ces conditions, il ne sera plus question de mieux répartir les bénéfices, injonction en phase avec un taux de chômage de 10-15%. Au contraire, il faudra choisir entre les bénéfices ou la reprise de l'appareil de production par l'ensemble de la société. Cet horizon sociopolitique devrait être celui qui dominera la plupart des sociétés développées aux quatre coins du monde d'ici une génération. La réactivation de l'Etat-providence ne sera possible qu'au prix de ce retournement des rapports de force et de domination au sein des sociétés capitalistes. Comme l'énonçait dans son titre un ouvrage de Paul Jorion, se débarrasser du capitalisme est devenu, pour l'humanité, « une question de survie »<sup>47</sup>. Tu seras dans la force de l'âge lorsque ce combat culminera et moi, je serai sûrement déjà mort et enterré. Je t'envie.

*Le capitalisme ne constitue donc plus un facteur de progrès collectif ?*

Effectivement, cette question a beaucoup de sens. L'histoire récente nous enseigne que nous sommes sans doute entrés dans une phase du capitalisme dont la perspective consiste à moins faire grossir le gâteau qu'à expulser un maximum de participants au festin. Le fonctionnement du capitalisme contemporain, de ce point de vue, correspond à ce que l'on a nommé dans la littérature une accumulation par dépossession pour reprendre l'expression de David Harvey<sup>48</sup>. Dans un modèle

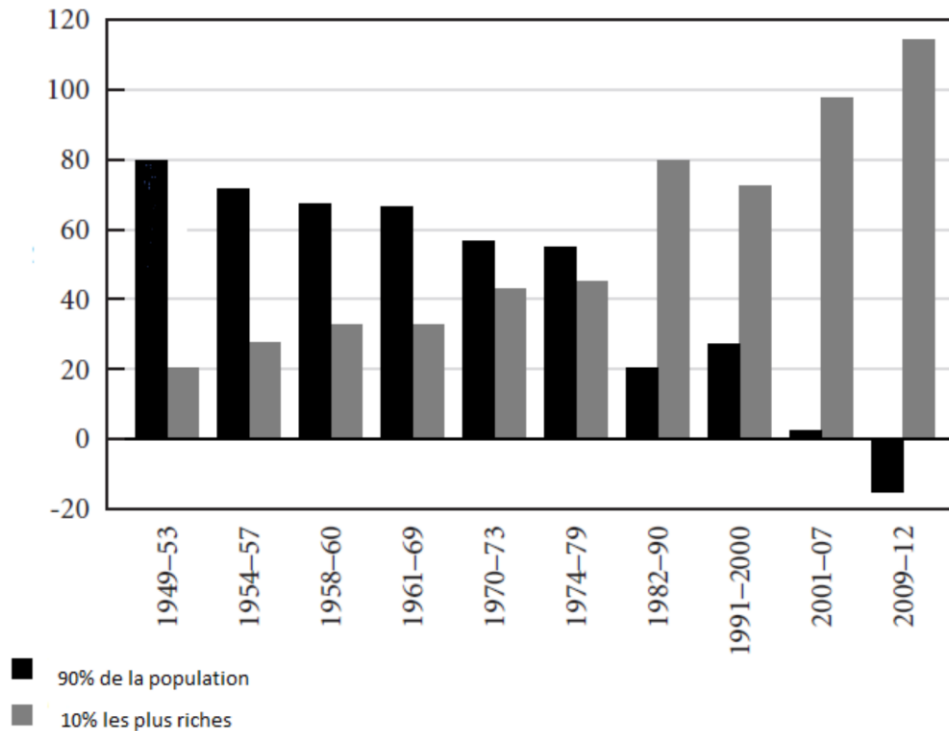
---

<sup>46</sup> Randall Collins, op.cit, pp83-84.

<sup>47</sup> Paul Jorion, *Se débarrasser du capitalisme est une question de survie* (recueil de chroniques publiées dans *Le Monde, L'Écho, Trends-Tendances*), Paris, Fayard, 2017.

<sup>48</sup> Harvey, David, *Spaces of global capitalism*, Londres, Verso, 2006.

d'accumulation par dépossession, des pratiques d'accumulation primitive sont à nouveau utilisées. C'est ainsi que « la suppression des droits communs conquis par de longues années de luttes de classe acharnées (comme la protection sociale, la santé publique, les retraites) et leur retour au domaine privé a constitué une forme politique de dépossession la plus agressive menée au nom de l'orthodoxie néolibérale<sup>49</sup> ». D'après Harvey, le développement de stratégies d'accumulation par dépossession constituerait une condition *sine qua non* de survie du capitalisme contemporain<sup>50</sup>. Le graphique qui va suivre nous montre une dimension particulièrement éloquente de l'accumulation par dépossession aujourd'hui.



Source: TCHERNEVA, PAVLINA R, "Growth for whom?", Levy Economics Institute, One-Pager/No.47, Annandale-on-Hudson, 6 octobre 2014

Ce graphique mesure la part de la croissance du PIB que se sont attribuée les différents groupes sociaux aux Etats-Unis depuis 1949. Les bâtonnets gris représentent la part du surplus dû à la croissance que se sont répartie les 10% les plus riches de la population (que l'on qualifie, en statistique, de neuvième décile). Les bâtonnets noirs représentant la part captée par tous les autres, les 90% « d'en bas ». Trois périodes caractérisent le partage des fruits de la croissance aux Etats-Unis depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. On observe que 1945 à 1975, l'essentiel de la croissance du PIB a bénéficié aux 90% « d'en bas ». Un changement intervient à partir de la fin des années septante et dure jusqu'à l'an 2000. A cette époque, la plus grande partie de la croissance a été captée par les 10% les plus riches alors que les revenus du reste de la population croissaient à un rythme sensiblement moins soutenu que durant la période précédente. Depuis la crise de 2007-2008, on assiste à la mise en place d'un nouveau schéma de répartition. En l'occurrence, il s'agit d'une distribution des fruits de la croissance au profit exclusif du neuvième décile (c'est-à-dire les 10% les plus riches). Les revenus de cette partie de la population ont plus que doublé entre 2009 et 2012 tandis que les revenus des 90% « d'en bas » baissaient (en l'occurrence, de 20%). C'est une première depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Le début de la mise en œuvre aux Etats-Unis de cette accumulation par dépossession correspond à la période de croissance qui s'est étalée entre 2001 et 2007. Au terme de ces 6 années de croissance, le revenu des 90% d'en bas avait, à peu

<sup>49</sup> Harvey, David, op.cit., p.45.

<sup>50</sup> Harvey, David, op.cit., p.75.

de choses près, stagné et celui du neuvième décile avait quasiment doublé. L'existence de ce mode d'accumulation par dépossession est attestée dans la plupart des pays de l'OCDE.

*Dans ces conditions, la décroissance est-elle la solution à tous nos problèmes puisque le capitalisme n'arrive plus à être un moteur de développement ?*

Il faut rester très nuancé sur ce point. La décroissance a bien trait à la manière dont est envisagée la progression du PIB. On doit reprocher à la décroissance cette confusion des genres entre données intrinsèquement qualitatives (vivre mieux) et quantitatives (avoir plus). Ces deux registres ne sont ni complémentaires ni antinomiques. Ils n'ont tout simplement rien à voir l'un avec l'autre. Pour saisir pleinement la portée de ce distinguo, il faut comprendre à quelles notions nous renvoie conceptuellement le PIB. Pour qu'une activité économique soit intégrée dans le PIB, il faut qu'elle donne lieu à un flux monétaire, un échange marchand. Ceci est logique dans la mesure où le PIB est une estimation de la production globale à travers la somme des valeurs ajoutées pour une époque et un territoire donnés. Il s'en suit qu'un certain nombre d'activités productives ne sont pas intégrées dans le calcul du PIB (qui par contre, inclut les salaires des fonctionnaires comme si ces derniers représentaient – et c'est inacceptable d'un point de vue théorique et pratique – un coût pur) puisqu'elles ne donnent pas lieu à un échange monétaire et marchand. Ainsi en va-t-il du secteur informel et de l'ensemble des productions domestiques pourtant, dans bien des cas, essentielles au bien-être collectif. De facto, on constatera que l'addition de flux monétaires ne renseigne que très peu sur le caractère socialement souhaitable des productions ayant donné lieu à échange<sup>51</sup>. On fait croître le PIB lorsqu'on construit et place des éoliennes. On le fait diminuer quand on ferme une centrale nucléaire. On le fait également décroître lorsqu'on supprime des postes d'infirmières ou si l'on diminue la production d'armements. Dans le même ordre d'idées, augmenter la taille des bilans bancaires fait croître le PIB. Voilà pourquoi la crise écologique profonde que traversent nos sociétés ne trouve guère de solution à l'ombre du capitalisme financiarisé d'accumulation par dépossession. La temporalité de ce dernier fonctionne sur le court terme alors que la protection de l'environnement procède, au contraire, d'un souci de long terme. L'essentiel, dans le fond, de l'analyse consiste donc, de ce point de vue, à articuler les registres conceptuels du qualitatif et du quantitatif afin de déterminer concrètement ce que l'on veut voir décroître (voire disparaître) et ce que l'on veut faire croître, augmenter. Sur ces questions, le discernement est toujours préférable aux slogans, fussent-ils séduisants.

En clair, et c'est, au fond, plutôt une bonne nouvelle, la crise structurelle que connaît le capitalisme pour encore un bon bout de temps ne nous condamne pas à remplacer une pensée unique par une autre...

---

<sup>51</sup> Pour la rédaction de ces lignes, nous avons emprunté l'essentiel de l'argumentaire à Christian COMELIAU, *La croissance ou le progrès. Croissance, décroissance et développement durable*, Seuil, collection Economie humaine, Paris, 2006, pp. 44-51.